

Nous nous réjouissons de cette mesure non seulement parce qu'elle répond à un grand besoin, mais encore parce qu'elle dissipera la confusion qui sévit dans l'industrie du logement depuis des mois. Le gouvernement n'a pas de politique du logement bien définie, semble-t-il. En interrogeant le ministre hier, j'espérais obtenir quelques précisions sur la politique du gouvernement dans ce domaine. Au lieu de cela, on m'a servi un court exposé sur "l'idéal". J'ai l'impression que si l'on en vient vraiment à affecter plus d'argent au logement, ce ne sera pas parce qu'un gouvernement en aura ainsi décidé, mais uniquement parce que la demande de fonds pour des placements plus intéressants se ralentit. J'espérais donc obtenir quelques renseignements sur ce sujet hier, mais le ministre a préféré s'attacher à "l'idéal" ce qui est fort compréhensible, je suppose.

Il semble que le gouvernement ne reconnaisse qu'en passant que les habitations actuellement en construction sont hors de la portée des familles qui en auraient le plus besoin. Dans ses observations, le ministre s'est abstenu, je l'ai remarqué, de parler de l'augmentation du prix des terrains, ces dernières années, augmentation qui s'établit à plus de 300 p. 100 ainsi qu'en témoignent d'ailleurs les chiffres officiels.

Le ministre dit, d'une part, que le gouvernement n'a pas l'intention de fournir des fonds hypothécaires, que les institutions de prêts satisfont davantage à ce besoin alors que, d'autre part, par cette mesure, le gouvernement réclame plus de fonds publics que jamais. Il me semble que la population a droit de s'attendre à un exposé plus clair de la politique du gouvernement en matière de logement.

Une des premières conditions d'une économie prospère est la confiance dans le gouvernement. Or la politique du gouvernement actuel laisse beaucoup à désirer, je crois, dans le domaine du logement. Je ne veux pas critiquer plus qu'il ne faut, mais voyons les faits. Tout le monde sait que, depuis plusieurs mois, l'industrie du bâtiment a eu besoin d'une aide financière bien plus considérable que celle qu'elle a reçue du gouvernement. La façon dont l'industrie a absorbé l'argent disponible en est la preuve. Or, au milieu de tout cela, voilà que le ministre, s'adressant à un congrès de l'industrie du bâtiment, rappelle à ses auditeurs qu'ils ne doivent pas s'attendre que le gouvernement fédéral fournisse les fonds hypothécaires. Hier encore, il réitérait la même opinion. Et il fait cette déclaration au cours de la pire crise de chômage que le pays ait subie depuis les années 1930.

Ceux d'entre nous qui s'intéressent à la question du logement se demandaient quelle mesure le gouvernement se proposait de prendre. Si des fonds supplémentaires n'étaient pas libérés, que ferait-on? Que ferait-on pour encourager les institutions de prêts à fournir plus d'argent? Nous nous attendions à une mesure législative à la dernière session; aucune n'a été prise et le discours du trône n'en a pas annoncé non plus.

Puis, au début de mars, le premier ministre a exposé ses vues au sujet de prêts hypothécaires pour le logement. Il a fait sa déclaration en pleine campagne électorale, alors que les journalistes lui rappelaient que les fonds disponibles pour le logement étaient épuisés. Il a immédiatement répondu que des fonds supplémentaires seraient libérés; toutefois, la construction a perdu au moins deux mois, en période favorable à cette industrie. Nous avons là une preuve de plus du manque de cohésion dans les mesures gouvernementales nécessaires pour maintenir cet important secteur de notre économie au niveau où il se trouvait plusieurs semaines auparavant.

On m'a fait savoir que dans ma ville de North-Bay plusieurs constructions sont retardées à cause du manque de fonds publics pour la construction de logements. A mon avis, ce retard n'aurait pas dû se produire; c'est le résultat direct du manque de programmes définis et de prévoyance de la part du gouvernement ou peut-être, devrais-je ajouter, de son manque d'"imagination". Si le gouvernement croit vraiment que cette construction permettra d'alléger le chômage, pourquoi n'a-t-il pas libéré les fonds suffisants il y a plusieurs mois, afin d'épargner ces souffrances inutiles que cause le chômage?

Même si la construction de maisons a beaucoup de bon, ce n'est pas une panacée à tous les problèmes économiques de l'heure. Ces problèmes ne peuvent être réglés qu'en mettant plus d'argent à la disposition des Canadiens au moyen de réduction immédiates des impôts, ceux surtout qui grèvent les petits salaires.

Je passe maintenant à un autre aspect de la question. Ce sont toujours ceux qui gagnent un salaire moyen ou un petit salaire qui ont besoin d'aide pour se procurer un logement. Cela, tout le monde l'admet. Et les Canadiens ont assurément le droit de s'attendre que le gouvernement, qui possède une énorme majorité, interviendra. En somme, les conditions changent, et les besoins aussi. Le gouvernement ne peut se contenter de procéder comme à l'ordinaire, dans ces domaines où il a promis, s'il était élu, de prendre des mesures courageuses et énergiques.